

générale, lors de sa trente-deuxième session, sur l'application de la présente résolution.

106<sup>e</sup> séance plénière  
21 décembre 1976

### 31/188. Assistance à l'Angola

*L'Assemblée générale,*

*Profondément préoccupée* par les vastes destructions et les dommages causés à l'infrastructure sociale et économique au cours de la lutte menée par l'Angola pour l'indépendance et la défense de sa souveraineté nationale,

*Prenant note* de l'insuffisance des structures de base pour le développement social et économique dans les zones rurales, héritée de la période coloniale,

*Considérant* la nécessité urgente d'assimiler et de réinstaller les nombreux réfugiés qui reviennent, pour qu'ils s'intègrent aux structures permanentes de la société,

*Préoccupée en outre* par les effets préjudiciables que la situation économique internationale continue d'avoir sur l'économie affaiblie de l'Angola,

*Rappelant* sa résolution 3421 (XXX) du 8 décembre 1975, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, par laquelle elle a prié les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'accorder une assistance aux Etats qui viennent ou qui sont en voie d'accéder à l'indépendance,

*Rappelant en outre* la recommandation 99 (IV) adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement le 31 mai 1976<sup>134</sup>, en particulier son paragraphe 4, dans lequel la Conférence a recommandé aux organismes appropriés des Nations Unies de prendre des mesures en vue d'aider les Etats d'Afrique nouvellement indépendants,

*Se félicitant* des efforts déployés par le Gouvernement et le peuple angolais en vue du relèvement du pays,

<sup>134</sup> Ibid.

*Prenant note* de la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Angola à l'Assemblée générale le 1<sup>er</sup> décembre 1976<sup>135</sup>, dans laquelle il a proposé la création d'un fonds international pour le relèvement national de l'Angola,

1. *Prie* le Secrétaire général de mobiliser une assistance financière, technique et matérielle, dans le cadre d'un programme international, en vue d'affecter ces ressources à un fonds international pour le relèvement de l'Angola, destiné à répondre aux besoins de développement à court et à long terme de ce pays;

2. *Lance un appel pressant* à tous les Etats Membres ainsi qu'aux institutions économiques et financières internationales intéressées pour qu'ils répondent généreusement aux besoins de l'Angola et lui fournissent une assistance sur une base bilatérale ou multilatérale;

3. *Prie* le Comité de la planification du développement, à sa treizième session, d'examiner en priorité la question de l'inscription de l'Angola sur la liste des pays les moins avancés, et de présenter ses conclusions au Conseil économique et social lors de sa soixante-troisième session;

4. *Invite* entre-temps les Etats Membres et les organismes des Nations Unies à accorder à l'Angola, eu égard à la situation qui règne dans ce pays, des avantages comparables à ceux dont bénéficient les pays en développement les moins avancés;

5. *Recommande vivement* que l'Angola soit inscrit sur la liste des pays les plus gravement touchés et que le Fonds spécial des Nations Unies envisage de lui fournir une assistance d'urgence;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de garder la question à l'étude et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session, sur l'application de la présente résolution.

106<sup>e</sup> séance plénière  
21 décembre 1976

<sup>135</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, trente et unième session, Séances plénières, 84<sup>e</sup> séance, par. 145 à 221.